



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

DRETA
SSR
relain
COPIE

Pôle administratif des installations
classées

Annecy, le 18 février 2016

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

ARRETE N°PAIC-2016-0009 bis
de mise en demeure de déposer une demande d'autorisation
de changement d'exploitant
société Alpine Aluminium à Cran Gévrier

VU le code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L.516-1 et R.516-1 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, préfet hors cadre, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1994-94 du 25 octobre 1994 autorisant la société Pechiney Rhenalu à poursuivre l'exploitation d'une unité de transformation d'aluminium sur la commune de Cran Gévrier ;

VU le récépissé de changement d'exploitant en date du 20 septembre 2006 délivré à la Compagnie Alpine d'Aluminium concernant son unité sus-visée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-53 du 11 mars 2010 réglementant les activités de l'usine de transformation d'aluminium exploitée par la Compagnie Alpine d'Aluminium sur la commune de Cran Gévrier ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées placé auprès du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 28 décembre 2015 ;

CONSIDERANT que la société Alpine Aluminium a repris le 16 juillet 2015 les activités exercées par la Compagnie Alpine d'Aluminium sur le site de Cran Gévrier ;

CONSIDERANT que la société Alpine Aluminium exploite une activité de fonderie de métaux non ferreux de plus de 20 tonnes par jour visée par la rubrique 2552 de la nomenclature des installations classées, redevable de la mise en place de garanties financières au 1^{er} juillet 2012, et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale ;

CONSIDERANT que la société Alpine Aluminium ne dispose d'aucune autorisation préfectorale d'exploiter l'usine de transformation d'aluminium précédemment exploitée par la Compagnie Alpine d'Aluminium, et n'a déposé aucun dossier de demande en ce sens ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La société Alpine Aluminium, dont le siège social est établi 74 avenue de la République 74960 Cran Gevrier, est mise en demeure de déposer, sous un délai de 12 mois suivant la notification du présent arrêté, une demande d'autorisation de changement d'exploitant, pour son usine de transformation d'aluminium située à la même adresse. La demande d'autorisation de changement d'exploitant sera accompagnée des documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières.

La demande devra être adressée à la préfecture de la Haute Savoie, pôle administratif des installations classées, 15 rue Henry Bordeaux, 74998 Annecy cedex 9.

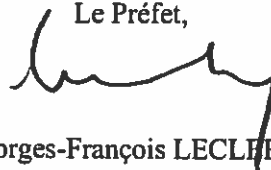
Article 2 : Si à l'expiration du délai fixé, les dispositions faisant l'objet du présent arrêté préfectoral n'ont pas été respectées, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Le présent arrêté sera notifié à la société Alpine Aluminium.

Conformément à l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Il commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le maire de Cran Gevrier.

Le Préfet,



Georges-François LECLERC